

LES GRANDES ENTREPRISES AFRICAINES

Dans un monde en crise, marqué par l'essoufflement de la croissance économique dans de nombreux pays et la recrudescence des phénomènes de chômage, l'Afrique apparaît comme un îlot de prospérité potentiel de plus en plus convoité. Le Continent africain a réalisé des progrès économiques notables au cours des dix dernières années avec un taux de croissance moyen annuel de 5,2%, niveau largement supérieur à la moyenne mondiale. A la faveur des réformes importantes menées au plan macroéconomique et des avancées réalisées en termes d'assainissement de l'environnement des affaires, l'Afrique est considérée aujourd'hui comme un Continent potentiellement émergent qui attire de nombreux investissements directs étrangers. Le potentiel de croissance est conséquent en tenant compte d'une classe moyenne de plus en plus importante et d'opportunités d'investissements considérables. Si l'Afrique a atteint ce stade pré émergent, elle le doit en partie à un cadre macro économique relativement assaini ainsi qu'à un tissu productif de plus en plus dense dans lequel figurent de nombreuses grandes entreprises dont certaines sont des champions dans leur secteur.

UN SECTEUR PRODUCTIF ESSENTIELLEMENT CONCENTRE EN AFRIQUE DU SUD ET FORTEMENT AXE SUR L'EXPORTATION DE MATIERES PREMIERES

En Afrique, le nombre d'entreprises de plus d'un 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires annuel est estimé à 143 si on se réfère au classement des 500 plus grandes entreprises du Continent effectué par l'hebdomadaire « Jeune Afrique » en 2011. Ces super grandes entreprises ont réalisé un chiffre d'affaires de 524 milliards de dollars.

Les hydrocarbures restent la première ressource économique du Continent avec 21% suivis des télécommunications (11%) et des extractions de minéraux (9%). Le commerce de détail avec 9% reste la quatrième activité talonnée par l'industrie chimique et les Assurances (ex aequo avec 4%). L'agro industrie n'arrive qu'en septième position avec 3% du chiffre d'affaires des grandes entreprises. Il ressort de cette décomposition sectorielle que le niveau d'industrialisation du continent reste faible, l'Afrique préférant mettre l'accent sur l'exploitation de secteurs de rente.

Au plan géographique, plus de 3 grandes entreprises sur 5 du Continent se trouvent en Afrique du Sud qui représentent près de 2/3 du chiffre d'affaires cumulé. Contrairement aux autres pays dont le tissu de production est concentré autour des hydrocarbures et de quelques fleurons miniers, l'Afrique du Sud présente une économie diversifiée. Ce n'est pas une surprise, si on sait que ce pays est l'unique Puissance émergente continentale membre des BRICS. Les deux premières entreprises du Continent, dans la période sous revue sont cependant situées hors Afrique du Sud. Il s'agit de la SONATRACH en Algérie (chiffre d'affaires de près de 60 milliards de dollars), et de SONANGOL en Angola, (22 milliards de dollars), toutes deux évoluant dans le secteur des hydrocarbures. L'Algérie et le Maroc avec environ 6% chacun arrivent en seconde position des pays dont les entreprises font le plus de chiffre d'affaires. L'essentiel de la production économique africaine est localisée dans les pays anglophones qui constituent les véritables moteurs de la croissance du Continent. Mieux préparés par l'ancien colonisateur britannique à la gestion des problématiques économiques, ces pays font preuve de plus de pragmatisme et d'esprit d'innovation que leurs voisins situés notamment en Afrique francophone Subsaharienne. Ces derniers occupent une place marginale dans cet élan

économique avec seulement 5 entreprises placées dans ce top 143 avec la mieux placée occupant la 86^{ème} place.

LES GRANDES ENTREPRISES AFRICAINES PARTICIPENT A L'EMERGENCE DU CONTINENT

La croissance économique de l'Afrique devrait atteindre 5,2% en 2014 grâce à une forte hausse des investissements et de la consommation des ménages. Les grandes entreprises africaines ont considérablement participé à ce progrès économique à la faveur notamment de capacités d'exportation de plus en plus diversifiées et d'un grand dynamisme noté dans les investissements intra africains. A cela s'ajoute une confiance plus accrue des partenaires extérieurs notamment des pays émergents qui semble justifier la bonne percée des Investissements directs étrangers et des transferts de technologie au profit du continent.

Sur le premier point, il est à souligner que les exportations africaines concernent essentiellement les combustibles et les produits miniers. A titre d'exemple dans des pays comme l'Algérie et le Nigéria, le pétrole contribue à hauteur de plus de 96% dans les exportations en 2013. L'Afrique exporte également des biens d'équipements ainsi qu'un petit nombre de produits primaires. L'industrie africaine exporte des produits de technologie relativement simple à forte intensité de main d'œuvre comme les matériaux de construction, les produits alimentaires transformés, le textile, les chaussures, les meubles etc. Avec 3% des échanges mondiaux, l'Afrique occupe une place marginale dans le commerce international. Cette faible contribution est liée au type de biens exportés caractérisés par une faible plus value. Les principaux exportateurs, l'Afrique du Sud, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, Maurice et l'Algérie ont fait beaucoup de progrès dans l'exportation des biens manufacturés dont la valeur nominale a doublé entre 2000 et 2009, dans le cadre d'un renforcement des échanges avec les pays en développement et les partenaires émergents. Les exportations africaines sont de plus en plus diversifiées. A titre d'exemple au Nigéria, la part de l'or noir dans le PIB a reculé ces dernières années passant de 39 % à 29 % environ. En Afrique du Sud et au Maroc la part des biens industriels devient de plus en plus significative (respectivement 46% et 64% des exportations en 2013).

Concernant les flux d'investissement intra africains, ils participent effectivement à la croissance des grandes entreprises africaines et à leur participation subséquente à la réalisation des objectifs d'émergence. Ces flux, en provenance des firmes africaines ont atteint 21 milliards de dollars en 2013, selon un rapport de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED). Les Africains ont de plus en plus confiance en leur continent. Le Nigéria et l'Afrique du Sud ont réalisé les investissements les plus importants notamment dans les secteurs des télécommunications, des industries extractives des mines, du commerce de détail, de l'agro industrie et des services financiers. Selon Ernest and Young l'Afrique du Sud est en tête dans ces investissements avec 235 projets réalisés entre 2007 et 2012 en hausse de 57%. Quelques exemples peuvent être cités dont MTN SAB Miller et ANGLOGOLD. Sans oublier des investissements de plus en plus importants de pays comme le Maroc, le Nigéria et le Soudan en Afrique Subsaharienne notamment dans le secteur bancaire, les télécommunications, l'agro industrie et la cimenterie.

S'agissant du facteur Investissement Direct Etranger (IDE), il convient de souligner que depuis 2000, ils ont été multipliés par quatre! : 80 milliards de dollars (58,4 milliards d'euros en 2014). Ces investissements proviennent de plus en plus de pays émergents comme la Malaisie, l'Inde, et la Chine ; en 2011, leurs investissements directs en Afrique atteignaient respectivement 14, 11,9 et 10,4 milliards d'euros selon le FMI. le Brésil, la Russie et la Turquie investissent aussi en Afrique mais

dans une moindre mesure. Ce sont principalement les pays possédant des ressources naturelles abondantes qui ont bénéficié de ces investissements, comme l'Afrique du Sud, le Ghana, le Maroc, le Mozambique, le Nigeria et le Soudan. Les Investissements Directs Etrangers ont également changé de nature et ne concernent plus uniquement les matières premières ; la part concernant le commerce et les infrastructures ne cessent d'accroître atteignant même 20 % en 2010. Ils s'accompagnent désormais de transfert de technologie et de Recherche et Développement en faveur des entreprises africaines participant ainsi à leur croissance. Le singapourien OLAM est l'exemple type de ce nouveau partenariat de l'Afrique avec les pays émergents. Il est le partenaire essentiel dans un grand nombre de projets, en Côte d'Ivoire au Gabon et au Sénégal.

Revigorées par un marché intra africain de plus en plus dynamique et une synergie accrue avec les entreprises des pays partenaires émergents, les grandes entreprises africaines commencent timidement à développer des stratégies de conquêtes et d'acquisition d'actifs hors Afrique. L'exemple récent de la femme la plus riche d'Afrique, l'investisseur angolais Isabel Dos Santos, à la tête de 3,7 milliards de dollars, convoitant sans succès la principale société de télécommunication portugaise en est une illustration patente. Il en va de même de la récente découverte par le Kenyan d'une solution de e-banking, sorte de porte monnaie électronique qui semble faire partie de ces symboliques qui attestent de cette volonté conquérante des entreprises africaines.

Ce nouvel élan des entreprises africaines désireuses d'accompagner l'émergence du Continent africain ne laissent pas indifférents les décideurs politiques. Des efforts considérables sont en effet consentis en matière d'intégration pour protéger une industrie locale naissante. L'exemple de la CEDEAO qui vient après d'intenses négociations de renforcer son dispositif d'intégration avec l'adoption en janvier 2014 d'un Tarif Extérieur Commun en est une illustration.

L'Afrique est un continent en forte croissance où la plupart des pays se sont dotés d'un Plan Stratégique visant l'émergence. Le rapport sur les perspectives économiques en Afrique, publié en mai 2014 par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), annonce une croissance moyenne de 5,7 % en 2015 au regard d'un marché porteur tiré par de solides perspectives démographiques (près de 2 milliards d'habitants en 2050) et par un fort potentiel de croissance. Malgré ces avancées, il ressort qu'au regard des nombreuses menaces existantes, des défis importants sont à relever par l'Afrique si elle veut renforcer son influence dans l'économie mondiale.

LES DEFIS A RELEVER POUR ETRE PLUS FORT A L INTERNATIONAL

Le premier d'entre eux est la consolidation de la paix et de la sécurité sans lesquels aucun progrès économique n'est possible. De nombreux pays africains connaissent de graves crises, comme le Mali, la Centrafrique, le Nigeria ou la Libye. Des conflits souvent considérés par les spécialistes comme les avatars des interventions occidentales en Lybie. L'Afrique doit au plan géopolitique, amener, dans le cadre d'un agenda international, les grandes Puissances à plus de justice et d'équité dans le traitement des problèmes mondiaux. Le continent doit elle même développer encore d'avantage ses politiques de redistribution de richesse, faire de l'équité social un sacerdoce et renforcer ses dispositifs de lutte contre la corruption et la concussion. La communauté internationale semble avoir déjà pris les dispositions pour faciliter la réalisation de tels objectifs si l'on se réfère à la finalisation de conventions internationales vertueuses comme celle des Nations Unies contre la corruption et l'Initiative pour la Transparence des Initiatives Extractives.

Le deuxième défi à relever concerne l'amélioration de l'environnement des affaires. Des résultats intéressants ont été atteints par les pays africains. Selon le rapport Doing business 2015 de la Banque Mondiale, deux tiers des économies africaines ont enregistré des améliorations nobles au niveau de l'environnement des affaires. Cependant des progrès importants sont à réaliser dans des domaines importants comme l'assouplissement des codes du travail, le renforcement de la qualité de la main d'œuvre, l'élimination des lourdeurs bureaucratiques, la résolution des problèmes d'énergie et les politiques fiscales. Des réformes d'envergure dans ces domaines permettraient de renforcer la compétitivité des entreprises africaines, attirer encore d'avantage d'investissements directs étrangers et favoriser le transfert de technologie.

Le troisième défi à relever concerne la consolidation du commerce intra africain afin d'élargir la taille des marchés et mieux booster la croissance. Avec 54 pays séparés par de nombreuses frontières et seize pays enclavés, l'Afrique est balkanisée. Le volume des échanges intra africains est faible et représente environ 10% des échanges continentaux contre par exemple 52% pour l'Asie. La consolidation du commerce entre pays du Continent passe par l'augmentation de la taille des marchés grâce à l'accélération des processus d'intégration, le renforcement des marchés de capitaux interrégionaux et le développement des infrastructures notamment celles tournées vers le commerce. Selon la Banque africaine de développement, les pays africains, doivent investir environ 93 milliards de dollars EU par an pour mettre à niveau leurs infrastructures.

Le 4ème défi est lié à la transformation des matières premières sur place. La part de l'Afrique dans la production industrielle mondiale est faible et est estimée à 1%. Les entreprises africaines devraient être plus présentes dans les segments de produits à forte valeur ajoutée afin de mieux réduire leurs vulnérabilité par rapport à l'évolution erratique des cours des matières premières sur les marchés internationaux. Une telle orientation recommande aussi de faire attention aux Accords de libres échanges proposés par certaines parties du monde comme les Accords de Partenariat Economique (APE) en discussion avec l'Europe dont la mise en application entrainera sans doute le démantèlement de pans entiers d'une industrie africaine naissante. S'agissant en particulier des pays africains francophones dont la monnaie est arrimée, sous l'instigation de la France, à une devise forte, l'euro, ils n'arrivent pas à asseoir de véritables politiques économiques et monétaires. Ces pays exportent difficilement et voient plus de 50% des réserves en devise (environ 10 000 milliards de FCFA soit 15,2 milliards d'euro en ce moment) leur échapper. Ces dernières sont logées au Trésor Français en contrepartie de la garantie de la convertibilité et ne contribuent pas au financement de leur économie.

Le 5^{ème} défi est lié à la nécessité pour les grandes entreprises africaines de développer des stratégies de fusion et de rapprochement afin de mieux susciter la formation de Champions capables de concurrencer les grandes entreprises mondiales. Le chiffre d'affaires réalisé par la 3^{ème} plus grande entreprise mondiale l'américain WAL- Mart (447 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2011 selon le Magazine Fortune Global) dépasse celui réalisé par les 100 plus grandes entreprises africaines (436 milliards de dollars). Ce qui en dit long sur les progrès à réaliser.